



Contre le populisme de Sarkozy, face à la démagogie de Ségolène Royal, pour une alternative anticapitaliste, par les mobilisations et les luttes !

Au 1^{er} semestre de l'année 2006, les bénéficiaires des entreprises du CAC 40 ont augmenté de 23 %, soit près de 50 milliards d'euros. C'est l'euphorie chez les actionnaires, du jamais vu ! En 6 mois, les profits réalisés représentent l'équivalent de ceux de l'année 2004. En 2006, ils auront doublé par rapport à 2004 !

L'annonce de ces chiffres n'empêche pas la droite de partir en guerre contre les prétendus « privilégiés » de la SNCF, de la RATP, d'EDF qui bénéficient de régimes spéciaux pour les retraites. Sarkozy promet d'en finir avec ces derniers, s'il est élu en 2007. Il annonce, ouvertement, continuer sa politique d'agression favorable aux patrons, aux actionnaires.

SARKOZY, L'HOMME DU MEDEF

Pour justifier ses attaques contre les retraites, la droite invoque le vieillissement de la population. La véritable question n'est pas là mais bien que les classes dominantes font passer d'abord leurs intérêts, c'est-à-dire avant le progrès pour le plus grand nombre : pouvoir vivre plus longtemps et mieux.

Les profits florissants dévorent le progrès. Ils se nourrissent des mises en cause des retraites organisées par Balladur, Juppé, Raffarin, Fillon. Ils se nourrissent des bas salaires, de la précarité, du chômage, du démantèlement des services publics. Et ils ne servent que bien peu à des investissements, pour être distribués généreusement aux actionnaires ou servir à constituer des trésors de guerre pour des batailles financières, OPA ou autres.

SEGOLENE ROYAL, DANS LA CONTINUTE DE JOSPIN

Face à cette offensive réactionnaire, le Parti socialiste est incapable d'offrir une réponse. Il reste en effet dans le même cadre du capitalisme libéral, de « la concurrence libre et non faussée ». Il ne s'engage à rien sur les salaires, ni à revenir sur les mesures prises par la droite contre les retraites, ni à garantir à tous un emploi et un revenu. Il combat

l'idée d'interdire les licenciements. Il ne remet pas en cause les privatisations, celles de la droite ou celles du gouvernement Jospin.

Les candidats du PS pour 2007 ne s'opposent pas sur des questions de programme, mais sur des rivalités d'ambition personnelle. Tous ont, depuis 25 ans, participé à la mise en oeuvre d'une politique libérale au détriment de la population. Ségolène Royal fait de ses convergences avec la droite son image de marque. Mais ces convergences, ce sont celles du programme et de la politique du Parti socialiste lui-même.

DEFENDRE LES INTERETS DES TRAVAILLEURS

Pour contrer l'offensive patronale, la population a besoin de s'unir pour construire les mobilisations, changer le rapport de force. C'est dans cette perspective que nous proposons l'unité pour les prochaines élections à Marie Georges Buffet, Arlette Laguiller, José Bové, aux militants des collectifs unitaires.

Nous ne voulons pas d'une unité qui nous conduirait à une alliance avec le Parti socialiste au gouvernement ou au Parlement. Malheureusement, comme l'a clairement redit Marie-George Buffet à la fête de L'Humanité, dimanche, le Parti communiste veut préserver une possible alliance avec le PS avec lequel, d'ailleurs, il est déjà allié dans l'exécutif de bien des conseils régionaux. C'est pourquoi nous avons annoncé que la LCR présenterait Olivier Besancenot tout en restant prêts à retirer sa candidature, si intervenait un accord politique

En continuité avec la campagne pour le Non au Traité constitutionnel européen, nous voulons l'unité pour porter les exigences sociales et démocratiques du monde du travail. Ce n'est pas une question de personne, mais de programme et d'orientation.

L'unité, dans les urnes et dans la rue, oui, en rupture avec la logique du profit!

Le 18/09/06

Je souhaite prendre contact avec la LCR

NOM PRENOM

ADRESSE

Téléphone : Email :

Liberté, souveraineté pour les peuples palestinien et libanais

Au Liban, comme en Palestine, Israël applique la politique de la terreur, avec la bénédiction des Etats-Unis. La guerre des trente-trois jours, en juillet et août 2006, qui a opposé la résistance libanaise aux troupes israéliennes, a mis en évidence la complicité des administrations Bush et Olmert, qui partagent les mêmes objectifs, au Liban, en Palestine, comme en Irak : soumettre le Moyen-Orient tout entier à leur logique coloniale, écraser toute forme de résistance populaire. Les Etats-Unis occupent l'Irak depuis 2003 ; Israël occupe les territoires palestiniens de Cisjordanie et de Gaza, ainsi que les territoires libanais de Kfar Chouba et de Chebaa ; Israël détient dans ses prisons près de 10 000 détenus palestiniens, ainsi que des prisonniers libanais. Ni le droit, ni la justice ne sont de leur côté. Bien au contraire.

COMPLICITE DE CRIMES DE GUERRE

La communauté internationale, France comprise, a jugé inutile de condamner Israël pour crime de guerre : pourtant, au Liban, ce sont près de 700 000 personnes qui ont été déplacées et plus de 1000 qui ont été tuées cet été, alors que le pays tout entier est retourné vingt ans en arrière, les principales infrastructures ayant été détruites. La résolution 1701, qui prévoit le déploiement de nouvelles troupes onusiennes au Liban, afin d'aider l'armée libanaise à désarmer le Hezbollah, ne mentionne même pas la responsabilité israélienne dans ce conflit. Elle fait du Hezbollah et de la résistance libanaise les seuls responsables de la guerre, en oubliant étrangement qu'Israël occupe toujours des territoires libanais depuis 2000.

En Palestine, Gaza est soumis à un blocus économique systématique, tandis que les bombardements sur les populations civiles sont quotidiens. Qu'ont donc fait l'Europe et les Etats-Unis contre cela ? Ils ont supprimé l'aide financière aux Palestiniens.

NON À L'INGERENCE !

Le déploiement des troupes de l'ONU au Liban, aujourd'hui sous direction française et demain italienne, c'est-à-dire de fait de l'Otan, ne constitue pas une mission de paix et d'interposition, mais une ingérence politique occidentale s'inscrivant dans le cadre du remodelage de la région voulu par Bush. D'ailleurs, la résolution onusienne 1701 prolonge la 1559, adoptée en 2004, qui voulait imposer le démantèlement des forces de résistance au Liban, sans exiger le retrait des territoires libanais occupés par Israël. Elle est donc inacceptable : elle ne condamne que les Libanais, elle leur intime de désarmer, sans contrepartie israélienne, le déploiement de la Finul II s'effectuant sur le seul sol libanais.

La résistance des peuples palestinien et libanais est légitime, et la seule paix possible dans la région est celle qui passe par la justice : Israël doit quitter les territoires occupés palestiniens de Cisjordanie et de Gaza, démanteler ses

colonies, tout comme elle doit s'en aller des terres libanaises de Kfar Chouba et de Chebaa. Les prisonniers libanais et palestiniens doivent être libérés, les réfugiés palestiniens et libanais doivent pouvoir rentrer sur leurs terres. Notre solidarité avec les peuples palestiniens, libanais et irakiens passe par le refus des occupations et de la présence de troupes militaires étrangères, qu'elles soient américaines ou françaises, sur leur territoire. Palestiniens, Libanais et Irakiens ont droit à un Etat libre et souverain, à la liberté et à la dignité sur leur propre terre.

Manifestation unitaire Samedi 23 septembre 15h30 Place du Châtelet

A l'appel de : Les Alternatifs, Alternative citoyenne, Association de défense des droits de l'Homme au Maroc (ASDHOM), Association France-Palestine-Solidarité (AFPS), Association pour la taxation des transactions financières et l'aide aux citoyens (ATTAC), Association des travailleurs maghrébins en France (ATMF), Campagne civile internationale pour la protection du peuple palestinien (CCIPPP), Centre de recherches et d'initiatives de solidarité internationale (CEDETIM), Collectif Paix-Palestine-Israël de Saint-Denis (CPPI), Collectif Faty Koumba (CFK), Comité de vigilance pour une paix réelle au Proche-Orient (CVPR), Confédération générale du travail (CGT), Coordination des groupes femmes "Egalité", Courneuve-Palestine, Fédération syndicale unitaire (FSU), Fédération des Tunisiens pour une citoyenneté des deux rives (FTCR), Femmes en noir, Ligue communiste révolutionnaire (LCR), Ligue des droits de l'homme (LDH), Mouvement pour une alternative républicaine et sociale (MARS), Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), Mouvement de la paix, Parti communiste français (PCF), Parti communiste des ouvriers de France (PCOF), Une autre voix juive (UAVJ), Union générale des étudiants de Palestine (GUPS-France), Union juive française pour la paix (UJFP), Union syndicale Solidaires, les Verts.

Avec le soutien de : Al-Ghadir, Alliance for Freedom and Dignity (AFD), Collectif des membres de la société civile libanaise en France, Fédération des associations des travailleurs et des jeunes (DIDF), Parti communiste libanais (PCL), Présence et spiritualité musulmanes (PSM).